



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

27/04/2023

## **Un 1<sup>er</sup> mai de lutte pour poursuivre le combat en France et pour la solidarité de classe internationaliste!**

En sortie de conseil des ministres, mercredi, Elisabeth Borne a annoncé la feuille de route du pouvoir et du patronat pour les prochains mois. Un programme contre les chômeurs, les allocataires du RSA et, même si aucun texte de loi n'est prévu faute de majorité, les immigrés... Si les *100 jours* voulus par Macron ont commencé, leur orientation anti-sociale est bel et bien là!. Mais rien n'y fait tant le mécontentement est profond, les concerts de casseroles et comité d'accueil, manifestations, rassemblements s'enchaînent depuis la promulgation de la loi sur les retraites. Aucun membre du gouvernement ne peut plus aller nulle part. Matignon a demandé aux ministres « *de mesurer si tel ou tel déplacement est utile* ».

Les images de Pap Ndiaye, attendu à Lyon par des manifestants, puis bloqué dans son train à son retour de Paris à cause de manifestations dans la gare. Annulation de la visite de S. Lecornu, ministre des armées, à Naval Groupe Loire Atlantique ce jeudi. Ou la visite de Gabriel Attal<sup>(1)</sup> et de Stanislas Guerini dans un centre des finances publiques et d'une maison France services dans l'Hérault, annulée suite à la constitution d'un « comité d'accueil ». Visite qui était un prélude à l'annonce d'un plan d'austérité. À écouter, Gabriel Attal, on comprend rapidement qu'il se prépare un plan d'austérité d'ampleur. « *L'enjeu n'est pas seulement de dépenser moins, mais de dépenser mieux* » confie le ministre à Ouest France. « *L'enjeu, c'est donc [...] réduire les déficits et désendetter le pays.* ». Plus tôt dans la semaine, Elisabeth Borne avait fixé l'objectif de réduire les dépenses de chaque ministère de 5%.

### **La colère est toujours là et se renforce.**

Le gouvernement tente de la diriger contre les plus précaires, travailleurs immigrés, chômeurs ou allocataires du RSA. Ainsi, le projet de loi Travail est annoncé au Parlement début juin, avec comme objectif affiché de « *mieux répondre aux besoins des employeurs* » et de « *lever les freins à l'emploi* ».

Ce projet met le couteau sous la gorge des plus précaires pour accepter n'importe quel emploi. Le gouvernement veut accélérer son projet de conditionner le RSA à du travail gratuit. Après la réforme de l'assurance chômage, l'expérimentation d'un RSA sous condition a débuté dans 18 départements. Objectif : conditionner le versement de cette allocation (607,75€ pour une personne seule à 15 ou 20 heures d'activités hebdomadaires avec comme première étape obligatoire : l'inscription à *Pôle emploi* qui sera bientôt renommé *France Travail*. Les allocataires seront alors tenus d'effectuer ce travail sous-payé sous peine de voir leur RSA supprimé. "*Ma priorité, c'est de pourvoir les postes vacants, et il y en a des milliers dans mon département* », souligne Stéphane Haussoulier, président divers droite du Conseil départemental de la Somme. Les bénéficiaires du RSA iront pourvoir gratuitement des emplois dans les secteurs en tension (restauration, BTP.... Environ 30% de la population qui devrait toucher le RSA ne le demande pas, soit près de 600.000 ménages.

Autre projet, la réforme des lycées professionnels censée s'appliquer à la rentrée pour 600.000 lycéens. Les cartes de formations vont être révisées localement, bassin d'emploi par bassin d'emploi en concertation avec les régions. Certaines formations en lycée professionnel devront être fermées, d'autres développées ou créées pour répondre aux besoins des entreprises.

Dans l'immédiat, l'urgence du gouvernement, c'est toujours plus de forces de l'ordre, Elisabeth Borne a rappelé les annonces de Macron quant à la création de 200 brigades de gendarmerie. Et sans attendre la loi immigration, elle annonce la création d'une « *border force (force des frontières)* » pour associer policiers, douaniers et forces

militaires dans la traque aux sans-papiers à la frontière italienne : 150 policiers seront déployés dans les Alpes-Maritimes.

### **Macron tente de faire oublier les prix qui explosent, les salaires qui baissent et sa réforme des retraites.**

Conséquence directe de l'inflation: depuis plusieurs mois, la consommation alimentaire s'effondre. Le montant du ticket de caisse est toujours à la hausse, mais le caddie est de moins en moins rempli. Les produits alimentaires ont augmenté en moyenne de 15,9 % sur un an. Les consommateurs sont contraints à des coupes drastiques voir à la privation pour certains. Depuis début 2022, les volumes de produits alimentaires achetés ont diminué de 9 %. La chute actuelle des volumes nous ramène aux niveaux de consommation qui étaient ceux de 2007. Avec mépris Macron déclare, "Les prix alimentaires, ça va être dur jusqu'à la fin de l'été» (interview au journal Le Parisien, 23 avril)

### **Un enjeu fondamental : poursuivre la bataille contre la réforme des retraites et la lier aux combats contre les nouvelles attaques du gouvernement.**

Le 1<sup>er</sup> mai sera une mobilisation pour repartir à l'offensive, pour gagner contre la réforme des retraites mais aussi arracher l'augmentation des salaires et faire reculer la répression de l'État en métropole ou à Mayotte.

« *Ce n'est pas fini* ». Partout des rassemblements continuent. L'ensemble de ces actions confirme la colère persistante, le refus de tourner la page des retraites et l'ampleur de ce qu'est la mobilisation depuis trois mois. Cette mobilisation ne s'arrêtera pas d'un claquement d'allocution télévisuelle ou d'interview dans les journaux.

Aucun compromis n'est possible, la seule perspective pour gagner c'est de généraliser la lutte partout. *64 % des Français disent souhaiter la poursuite du mouvement, 45 % désirent même son durcissement. La réforme reste rejetée par 69 % des Français.*

La lutte quotidienne pour la défense des conquêtes sociales, pour la satisfaction des revendications est une nécessité absolue. Les grandes conquêtes ont été imposées par la lutte des travailleurs. Le 1<sup>er</sup> mai en est le symbole : 1er mai 1891 dans la commune de Fourmies, dans le Nord. L'armée tire sur la foule, faisant neuf morts et une trentaine de blessés. Suite à ce drame, le 1<sup>er</sup> mai devient encore plus le jour des revendications sociales en France et pour la solidarité internationaliste dans le monde.

(1) Le ministre délégué chargé des comptes publics Gabriel Attal : « *Ceux qui peuvent se permettre, qui ont le temps, en pleine semaine, en plein après-midi, d'aller accueillir des ministres pendant quatre heures, de 14 à 18 heures, a priori, ce n'est quand même pas les Français qui travaillent, qui ont des difficultés au quotidien pour boucler leurs fins de mois* », a-t-il ainsi lâché.